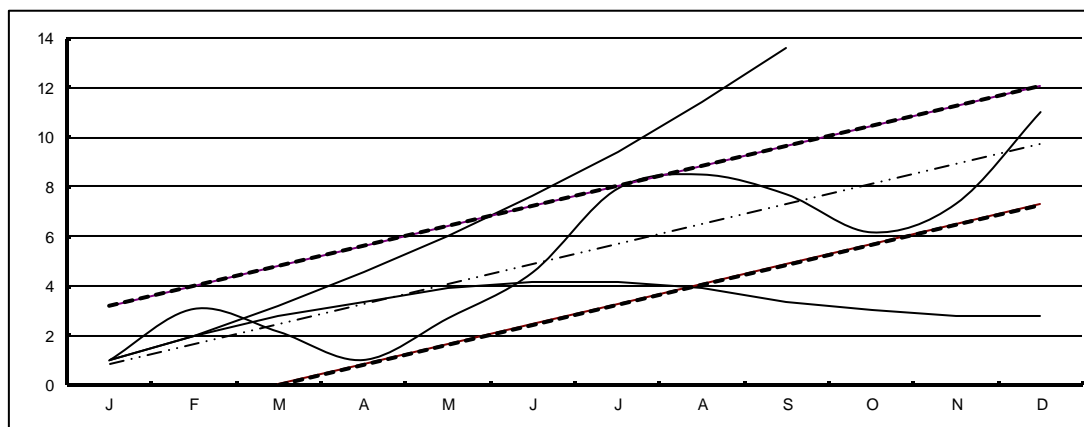


NOTE CONJOINTE DE CONJONCTURE

Troisième Trimestre 2017



Le dynamisme de l'activité économique semble se poursuivre au 3^{ème} trimestre 2017, au prix d'une aggravation du solde extérieur.

Le solde budgétaire demeure déficitaire malgré les efforts déployés pour relever le niveau des recettes fiscales et la rationalisation des dépenses.

Le niveau de l'inflation augmente à cause d'une campagne agricole 2017/2018 moyenne suite à un déficit pluviométrique.

VERSION DEFINITIVE

INSTAT - ONAP - DGCC - DNDC - DGD - DGI

Sommaire

Rubriques	Pages
Introduction.....	4
A/Conjoncture internationale.....	6
1- Cours des produits de base.....	6
2- Taux de change.....	9
B/Conjoncture nationale.....	10
1- Campagne agricole.....	10
2-Prix intérieurs.....	10
2-1 Evolution des prix des produits pétroliers.....	11
Prix fournisseurs des produits pétroliers.....	11
Prix à la consommation des produits pétroliers.....	12
Stocks des produits pétroliers.....	12
2-2 Prix à la consommation des autres produits.....	15
Evolution des prix des produits de 1 ^{ère} nécessité.....	16
Stocks grossistes des produits de 1 ^{ère} nécessité.....	16
2-3 Indices des prix et variations.....	17
3- Production industrielle.....	19
4- Commerce intérieur.....	20
5- Bâtiment et travaux publics.....	21
6- Coût de la construction.....	21
7- Services.....	22
8- Commerce extérieur.....	23
8-1 Importations.....	23
8-2 Exportations.....	27
8-3 Solde commercial et taux de couverture.....	28
9 - Finances publiques.....	29
10- Situation monétaire.. ..	34
Conclusion et perspectives.....	36
Annexes.....	37

Abréviations

- **INSTAT**: Institut National de la Statistique
- **DGCC**: Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
- **ONAP**: Office National des Produits Pétroliers
- **DGI**: Direction Générale des Impôts
- **DGD**: Direction Générale des Douanes
- **DNTCP**: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- **DNDC**: Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
- **DGDP**: Direction Générale de la Dette Publique
- **CVS** : Correction de variation saisonnière
- **CMDT** : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
- **LCV** : Laboratoire Central Vétérinaire
- **DGABE** : Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
- **INRSP** : Institut National de la Recherche en Santé Publique
- **CNPE** : Comité National de Politique Economique
- **OMATHO** : Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie
- **BCEAO** : Banque Centrale des Etat de l'Afrique de l'Ouest

NB : Nous attirons l'attention des lecteurs sur le caractère provisoire de certaines données : TOFE, Situation monétaire, et Commerce extérieur

Introduction :

La note conjointe de conjoncture est un document publié à la fin de chaque trimestre par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en collaboration avec la DNCC et l'ONAP. C'est une synthèse de la note de conjoncture de l'INSTAT, des rapports trimestriels de la DNCC, de l'ONAP, de la DGD, de la DGI et de quelques données provenant d'autres structures administratives. Elle donne des informations relatives à l'évolution de la conjoncture économique au Mali à travers l'analyse des faits endogènes et exogènes ayant eu un impact sur l'activité économique.

Au 3^{ème} trimestre 2017, la conjoncture économique internationale est marquée par le raffermissement de la reprise de l'activité économique mondiale. La croissance s'accélérait dans les pays émergents et en développement grâce à un environnement financier favorable et un rebond de l'activité économique dans les pays développés à la faveur d'un renforcement de la croissance de la demande intérieure dans les pays avancés et en Chine. De même, la situation des pays exportateurs de produits de base, notamment de pétrole, semblent peu à peu s'améliorer. Cependant, il faut noter que cette reprise est exposée à des risques avec le dollar qui continue de perdre de la valeur par rapport au franc CFA.

Au plan national, le diagnostic conjoncturel révèle une situation globalement favorable au 3^{ème} trimestre 2017. En effet, les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2017/2018, bien qu'en deçà des objectifs fixés, demeurent supérieurs aux réalisations de la campagne précédente. Cette situation suscite un certain espoir, même si elle ne s'est pas fait ressentir sur le niveau de l'inflation qui est de **+1,0%** en septembre et **+1,4%** en octobre 2017 contre **-1,2%** et **-1,6%** respectivement en septembre et octobre 2016. Parallèlement, on note une bonne tenue de la production moderne d'or par rapport à son niveau du 3^{ème} trimestre 2016 en dépit de la fermeture de certaines mines prévues à la fin de l'année 2017. De même, le niveau de la production industrielle hors extraction au 3^{ème} trimestre 2017 est en hausse de **6,1%** par rapport à la même période sous l'effet de la production manufacturière en lien avec la bonne cadence de l'agroalimentaire et l'industrie métallique du fait surtout de la demande de plus en plus forte des matériaux de construction. Cette forte consommation des matériaux de construction combinée au retour des travailleurs saisonniers dans leurs villages pour les récoltes, rendant plus la main d'œuvre plus chère, a contribué à rehausser le coût de la construction. Ce qui traduit l'essor actuel de la branche d'activité de la construction avec la nette progression **(+69,6%)** de l'indice du chiffre d'affaires par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Il en est de même pour le commerce et les services hors finances avec respectivement une hausse de **25,6%** et de **2,5%** de l'indice du chiffre d'affaires par rapport à la même période en 2016. Ainsi, les performances dans ces branches d'activités constituent en partie des facteurs explicatifs à

l'augmentation des importations au point que le solde commercial se détériore davantage malgré une hausse des exportations.

S'agissant, des recettes de l'Etat à fin septembre 2017, elles se situent à un bon niveau grâce aux efforts déployés en matière de recouvrement, notamment avec les actions de contrôle et de vérification. Cependant, le taux de couverture des prévisions de recettes hors dons à fin septembre 2017 est inférieur à celui de la même période en 2016. Il en est de même pour les dépenses totales où le niveau d'exécution des prévisions est en deçà de leur niveau à fin décembre 2016.

Reflétant l'amélioration de l'activité économique, l'encours de créances sur l'économie progresse avec suite à l'octroi des crédits en faveur d'entreprises intervenant dans plusieurs secteurs de l'économie au cours de la période sous revue. S'agissant de la hausse du niveau des créances nettes sur l'administration centrale à fin septembre 2017, elle traduit l'accroissement des concours des banques en faveur de l'État. En revanche, le niveau des actifs extérieurs nets recule encore en lien avec la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement. Toutefois, la baisse est moins forte que les trimestres précédents dont on pourrait expliquer par les actions entreprises en matière de suivi du rapatriement des recettes d'exportation.

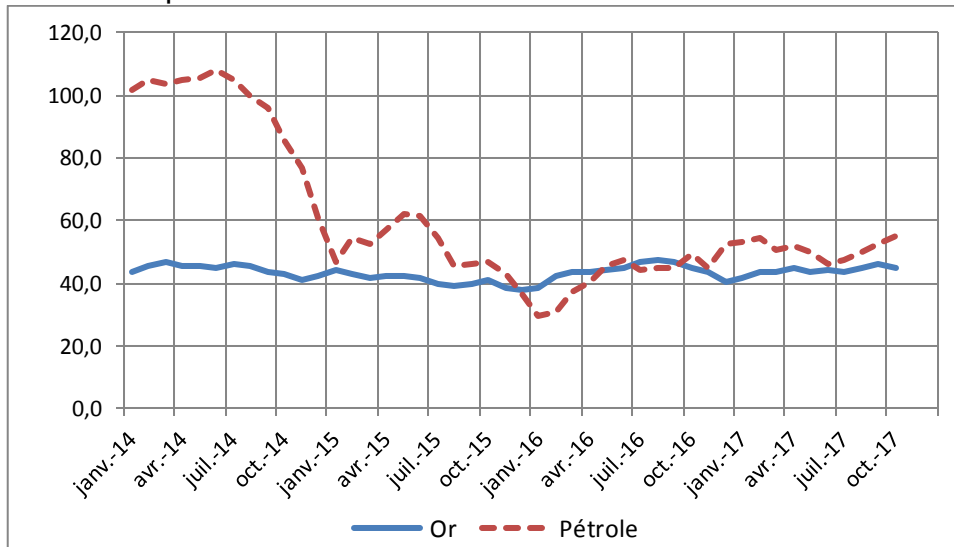
A – Conjoncture internationale

1– Cours des produits de base

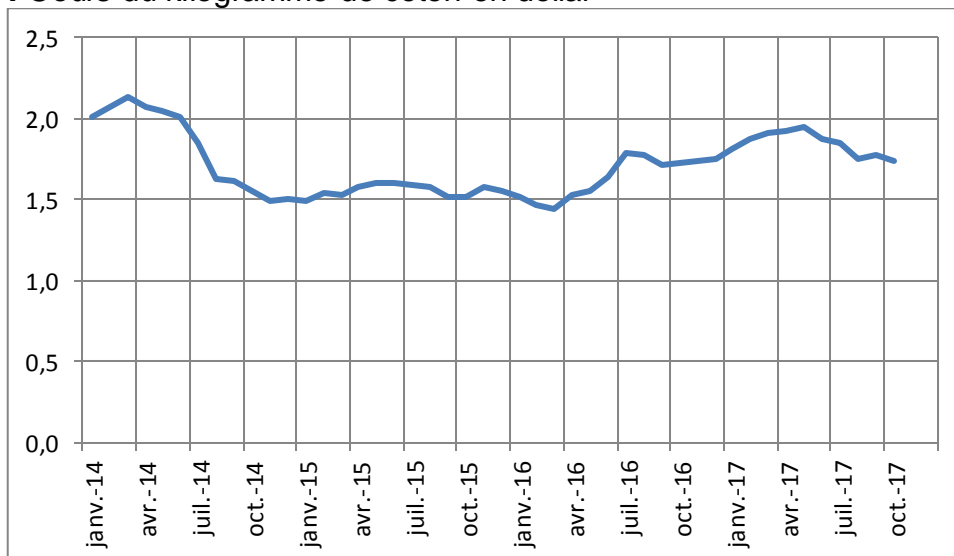
Tableau 1 : Cours des produits de base

Période	Principales matières principales					
	Source : Banque Mondiale,					
	Coton	Or	Pétrole	Coton	Or	Pétrole
	dollar E-U/kg	dollar E-U/g	dollar E-U /baril	FCFA/kg	FCFA/g	FCFA/baril
janv-15	1,486	44,10	47,10	837,6	24900,0	21249,0
févr-15	1,539	43,30	54,80	889,6	25000,0	26552,6
mars-15	1,530	41,60	52,80	926,5	25200,0	28467,2
avr-15	1,581	42,30	57,20	961,9	25700,0	32245,6
mai-15	1,608	42,30	62,50	945,6	24900,0	35397,2
juin-15	1,597	41,70	61,30	934,0	24400,0	33950,4
juil-15	1,594	39,80	54,30	951,1	23700,0	30260,1
août-15	1,583	39,40	45,70	932,6	23200,0	25586,2
sept-15	1,515	39,68	46,30	885,6	23200,0	25270,9
oct-15	1,522	40,88	47,00	888,5	23900,0	24265,7
nov-15	1,580	38,31	43,10	965,7	23414,0	24253,4
déc-15	1,550	37,67	36,60	933,9	22698,2	21295,0
janv-16	1,520	38,73	29,80	922,0	23492,6	16879,9
févr-16	1,470	42,31	31,03	874,0	25158,0	16938,9
mars-16	1,440	43,92	37,34	853,6	26035,6	19240,0
avr-16	1,527	43,82	40,75	890,7	25508,9	20186,4
mai-16	1,549	44,48	45,94	903,6	25931,1	23703,5
juin-16	1,634	45,02	47,69	956,5	26420,5	25143,6
juil-16	1,787	47,15	44,13	1065,6	28067,4	25067,4
août-16	1,769	47,27	44,87	1041,6	27819,4	27965,4
sept-16	1,717	46,80	45,04	1012,5	27547,9	27449,8
oct-16	1,731	44,68	49,29	1028,7	26559,2	29438,1
nov-16	1,740	43,68	45,26	1739,9	43682,3	45260,0
déc-16	1,753	40,83	52,62	1752,7	40825,4	52620,0
janv-17	1,815	42,05	53,59	1815,1	42050,9	53590,0
févr-17	1,877	43,54	54,35	1877,5	43535,9	54353,3
mars-17	1,913	43,44	50,90	1913,2	43437,9	50903,3
avr-17	1,919	44,69	52,16	1918,9	44688,7	52163,3
mai-17	1,954	43,95	49,89	1954,2	43953,6	49893,3
juin-17	1,869	44,46	46,17	1868,6	44455,2	46166,7
juil-16	1,854	43,63	47,66	1853,9	43629,4	47656,7
août-16	1,749	45,26	49,94	1749,1	45258,7	49943,3
sept-16	1,777	46,35	52,95	1776,9	46353,3	52950,0

Graphique 1 : Cours du pétrole et de l'or en dollar



Graphique 3 : Cours du kilogramme de coton en dollar



Les cours des matières premières ont évolué de façon contrastée au cours du 3^{ème} trimestre 2017. Si les prix du pétrole et du coton se redressent par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, on assiste au même moment au fléchissement de ceux de l'or et des principaux produits alimentaires sur la même période.

❖ **Le pétrole :**

Après à un repli progressif au cours du trimestre précédent, la tendance du cours du brut en dollars s'est subitement inversée au cours du 3^{ème} trimestre 2017 à la suite de la récente annonce d'un accord au sein de l'OPEP pour réduire la production l'an prochain. De même, une reprise de l'activité économique dans les pays développés, notamment ceux de l'OCDE, en est un autre facteur important ayant favorisé la hausse de la demande de pétrole qui devrait se maintenir au moins jusqu'à la fin de l'année 2017. En effet, le cours du pétrole en dollars a augmenté de **12,3%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, la hausse est moins importante avec un taux de **1,6%**.

❖ L'or :

Le cours de l'or en dollars se porte mieux par rapport à son niveau du 2^{ème} trimestre 2017 comme en atteste sa variation positive de **1,6%** sur la période. Toutefois, le cours de l'or peine à atteindre son de la même période en 2016. En effet, la demande mondiale d'or entre juillet et septembre 2017 s'inscrit en baisse de **9,0%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, ce qui représente son plus bas niveau depuis le troisième trimestre de 2009, selon un rapport du Conseil mondial de l'or (CMO). La principale explication à cette faiblesse de la demande est l'Inde avec une baisse de sa demande de bijouterie de pièces et lingots du fait de la perturbation qu'a connu l'industrie aurifère indienne par de nombreuses mesures de lutte contre le marché noir. Ainsi, le prix de l'or sur le marché mondial au 3^{ème} trimestre 2017 recule de **4,2%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2016.

❖ Le coton :

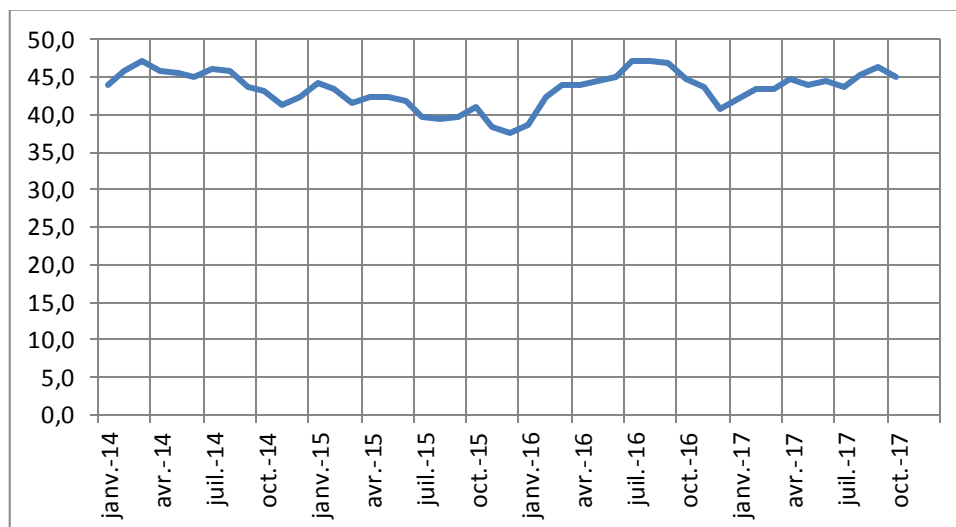
Le cours du coton s'est inscrit dans une tendance haussière depuis le début du 2^{ème} trimestre 2016. Cette bonne tenue semble s'estompée au 3^{ème} trimestre 2017 d'autant que le cours mondial baisse de **6,3%** par rapport au trimestre précédent. Le recul est imputable à la hausse de la production mondiale en rapport avec l'accroissement des superficies dédiées à la culture du coton malgré un repli de la production des USA. Ce qui est de nature à augmenter les stocks mondiaux et rehausser le niveau de l'offre. Cependant, par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, le prix du coton est en hausse de **2,0%**. Ainsi, dans les mois à venir, le prix de coton devrait remonter eu égard à la vigueur de l'industrie chinoise.

❖ Cours des produits alimentaires :

Tout comme au trimestre précédent, les prix des produits alimentaires sont globalement orientés à la baisse. La baisse de **3,8%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2016 trimestre précédent est imputable essentiellement au repli des prix des huiles végétales et d'autres produits, notamment le sucre et le lait. Il faut préciser que le sucre risque d'en pâtir les conséquences du passage des ouragans aux USA. En revanche, le prix des céréales progressent de **3,4%** sur la même période du fait de la faiblesse des approvisionnements. Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits alimentaires ont légèrement reculé de l'ordre de **1,0%** sous l'effet de la baisse du prix des céréales de même que les autres produits en dehors des huiles végétales.

2- Taux de change

Graphique 3 : Cours du dollar en francs CFA



La dépréciation du cours dollar vis - à- vis du franc CFA se poursuit. Cette situation reflète la volatilité de l'activité économique aux USA. En effet, le cours du dollar par rapport au franc CFA est en baisse de **6,3%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, le repli est de **4,9%**.

Par ailleurs, la tendance actuelle du cours du dollar vis-à-vis du franc CFA est favorable aux importations du Mali, notamment celles des produits pétroliers. Par contre, elle est défavorable aux exportations.

B – Conjoncture nationale

1- Campagne agricole

Les résultats prévisionnels récentes de la campagne agricole laisse entrevoir que les récoltes de la campagne agricole 2016/2017 ne seront pas à hauteur des attentes malgré le renforcement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement des producteurs agricoles et l'augmentation des superficies emblavées. En effet, les quantités de pluies enregistrées sont inférieures à celles de la campagne agricole passée à cause de l'installation tardive et l'arrêt précoce dans certaines parties du territoire. Ce qui a eu pour conséquence la faiblesse de la crue et les poches de sécheresse dans certaines zones de culture. Ainsi, la production céréalière prévue est estimée **9 514 298 tonnes** contre un objectif de **9 820 569 tonnes**. Quant aux prévisions production cotonnière, elles sont de **706 000 tonnes** contre un objectif de **725 000 tonnes**.

2-Les prix intérieurs

2-1- Evolution des prix des produits pétroliers :

a – Prix fournisseurs :

a-1-Prix fournisseurs moyens sur les axes d'approvisionnement :

Tableau 2 : Prix moyens - FCFA / Litre

	Supercarburant	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180
3^{ème} trimestre 17 (1)	249,3	249,3	247,7	259,7	213,6
2^{ème} trimestre 17 (2)	273,2	273,2	272,2	272,2	216,1
Ecart (1) - (2)	-23,9	-23,9	-24,4	-12,5	-2,5
Variation en %	-8,7	-8,7	-9,0	-4,6	-1,2

Sources : ONAP

Hormis le jet A1, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sur les axes d'approvisionnement du Mali au 3^{ème} trimestre 2017 ont reculé par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. Le repli est certainement dû au fléchissement du prix du baril sur le marché mondial sur la même période. En effet, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sur les différents axes d'approvisionnement, à l'exception du jet A1, affichent une variation négative oscillant entre **1,2%** et **9,0%**.

A l'instar des autres produits pétroliers, le prix fournisseurs moyens du jet A1 baisse de **6,5%** et de **4,4%** respectivement sur l'axe du Sénégal et celui de la Côte d'Ivoire.

a-2- Comparaison des prix moyens sur tous les axes :

Tableau 3 : Comparaison des prix moyens entre tous les axes au 3^{ème} trim. 2017 - FCFA / Litre

Libellé	Superc.	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180	Jet A1
Sénégal et Traders	249,3	249,3	247,7	259,7	213,6	264,4
Côte d'Ivoire	249,3	249,3	247,7	259,7	213,6	274,5
Niger	249,3	-	247,7	-	-	-

Sources: ONAP

(-) non concerné

Superc. = supercarburant

En matière d'approvisionnement en produits pétroliers, à l'exception du jet A1, on note qu'en moyenne les prix fournisseurs sont les mêmes pour tous les produits sur les trois axes à savoir : Sénégal, Côte d'Ivoire et Niger. S'agissant du jet A1, il est moins cher, tout comme au cours du trimestre précédent, sur l'axe du Sénégal que sur l'axe de la Côte d'Ivoire.

b - Prix à la consommation des produits pétroliers :

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des **prix indicatifs plafonds moyens à la pompe** des produits pétroliers entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 2^{ème} trimestre de 2017.

Tableau 4 : Prix moyens à la pompe des produits pétroliers - en FCFA/Litre

Libellés	Superc.	Pétrole Lampant	Gasoil	DDO	Fuel - oil	Butane*
3^{ème} trimestre 17 (1)	687,0	Libre	597,0	597,0	403,0	920,0
2^{ème} trimestre 17 (2)	692,0	Libre	602,0	602,0	408,0	927,0
Ecart (1) - (2)	-5,0	-	-5,0	-5,0	-5,0	-7,0
Variation en %	-0,7	-	-0,8	-0,8	-1,2	-0,8

Source : ONAP

* : Prix non subventionnés en FCFA/Kg

Il ressort, entre le 2^{ème} trimestre et le 3^{ème} trimestre 2017, que l'évolution des prix moyens des produits pétroliers liquides laisse entrevoir une baisse des prix à la pompe sur la même période avec des taux allant de **0,7%** à **1,2%**.

S'agissant du prix non subventionné du kilogramme de gaz butane, il a replié de **7,0 FCFA**, soit **0,8%** de recul contre une baisse de **20,0 FCFA** le trimestre précédent.

c - Les stocks de produits pétroliers dans les dépôts :

Le stockage des produits pétroliers importés dans les dépôts est pris en charge dans la structure indicative de prix des carburants.

Le tableau ci - dessous présente **les mouvements de stocks** dans certains dépôts pétroliers du Mali au cours du 3^{ème} trimestre 2017. Il s'agit des dépôts : ONAP de Bamako – Sénou, SANKE – SGDS, STAR OIL de Niaréla, HRS de Bamako – Sénou.

Tableau 5 : Situation des stocks au 3^{ème} trimestre 2017 - en litres

Libellé	Superc	Gasoil	Pétrole lampant	Jet A1	Avgas
Stock Initial (1)	8 680 000	13659000	189000	3413000	15000
Receptions (2)	42684000	56750000	61000	13841000	
Sorties (consommation) (3)	39181000	51978000	1000	14544000	
Coulages (4)	267 000	252 000	1000	1649000	
Stock Final (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	11916000	18179000	248000	1061000	15000
Sorties/j (6)=(3)/90	434 800	577 400	0	162000	-
Nombre jours de consommation (7) = (5)/(6)	116	133	-	7	-
Nombre jours de consommation au 2T2017	76	125	-	26	-

Sources : Dépôts et ONAP

Superc = Supercarburant

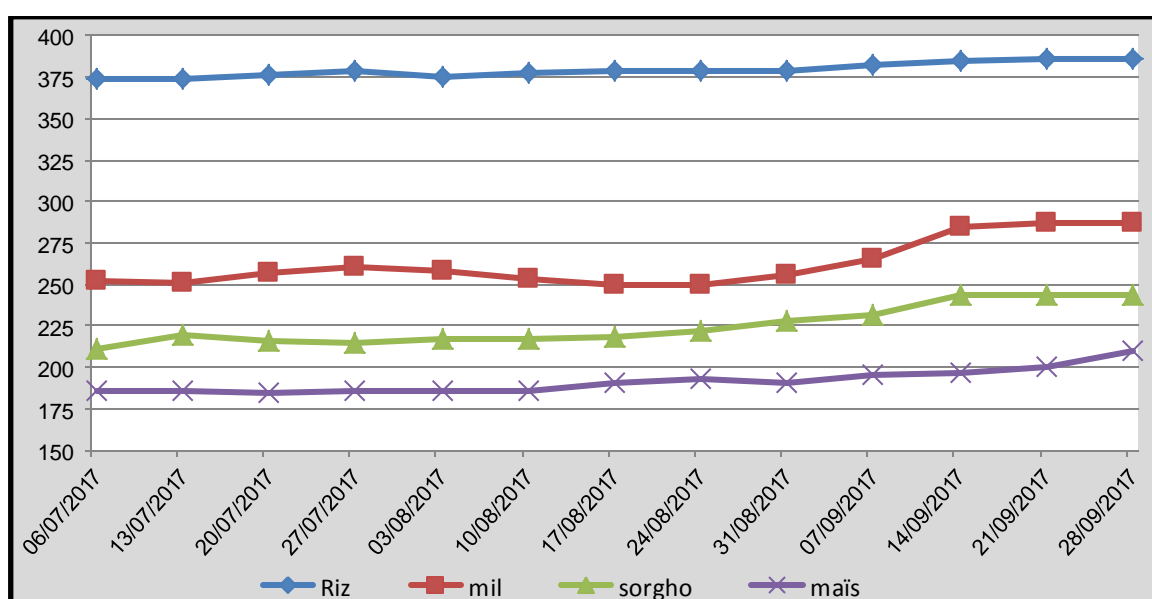
On note que les nombres de jours de consommation pour le supercarburant et le gasoil en stock au 3^{ème} trimestre 2017 sont supérieurs respectivement à ceux du trimestre précédent. Par contre, le nombre jours de consommation au 3^{ème} trimestre 2017 du Jet A1 est inférieur à celui du 2^{ème} trimestre 2017.

2-2 Prix à la consommation des autres produits :

a- Evolution des prix des produits de première nécessité :

a-1- Les prix moyens des céréales :

Graphique 4 : Evolution des prix moyens des céréales au 3^{ème} trimestre 2017



On observe une fluctuation à la hausse des prix moyens de l'ensemble des céréales au cours du 3^{ème} trimestre 2017, notamment pour le mil et le sorgho.

Cette fluctuation des prix moyens des céréales est une tendance saisonnière. Elle est due à la soudure, qui est caractérisée par la baisse de l'offre de céréale sur les marchés.

Tableau 6 : Evolution des prix moyens des céréales au 3^{ème} trimestre 2017 par rapport au 2^{ème} trimestre 2017 et par rapport au 3^{ème} trimestre 2016

Période	3T2017	2T2017	3T2016	Ecart (FCFA)	Ecart (FCFA)	Variation (%)	Variation (%)
Produits	(1)	(2)	(3)	(1) - (2)	(1) - (3)	(1)/(2)	(1)/(3)
Riz local	395	384	394	11	1	2,9	0,3
Riz importé	364	355	346	9	18	2,5	5,2
Mil	261	228	210	33	51	14,5	24,3
Maïs	190	190	197	0	-7	0,0	-3,6
Sorgho	224	208	194	16	30	7,7	15,5

Source : DGCC/OMA

unité : FCFA/kg

Les prix moyens des céréales du 3^{ème} trimestre 2017 ont connu une hausse par rapport au trimestre précédent à l'exception du maïs qui est resté stable.

La hausse des prix moyens des céréales locales s'explique par la baisse des offres de ces céréales sur les marchés du territoire national.

Le 3^{ème} trimestre comprend la période de soudure souvent caractérisée par la faiblesse des stocks commerciaux des céréales. Toutefois, ce phénomène a été accentué par l'importance des exportations des céréales sèches, notamment le mil, vers les pays voisins au cours de la campagne de commercialisation 2016/2017 et le déficit de production dans certains endroits du pays à l'issue de l'hivernage 2016.

La hausse du prix moyen à la consommation du riz importé pourrait s'expliquer par l'influence du niveau élevé des prix des céréales locales et la hausse des cours de certaines catégories de riz sur le marché international en raison principalement de la baisse des stocks dans certains pays, notamment la Thaïlande.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, les prix moyens des céréales ont enregistré une hausse par rapport à leurs niveaux du même trimestre de l'année passée à l'exception de celui du maïs qui a connu une baisse de **3,6%**. Le prix moyen du riz local est resté pratiquement stable (**+0,3%**).

La hausse des prix moyens du mil et du sorgho provient de la conjugaison d'un certain nombre de facteurs, dont :

- une demande plus forte à cause de :
- ✓ la baisse de production dans certains endroits du pays consécutive à au déficit pluviométrique ou aux inondations au cours de la campagne agricole 2016/2017, ayant

occasionné le repli de la production nationale de **3,0%** pour le mil et **9,0%** pour le sorgho ;

- ✓ la hausse des exportations vers les pays voisins par rapport à la campagne de commercialisation de l'année dernière, notamment pour le mil.
- la faiblesse de l'offre paysanne de céréales du fait d'une anticipation de baisse de production par les agriculteurs au cours de la campagne agricole 2017/2018.
- l'insécurité persistante et la dégradation de certaines routes dues à la pluviométrie qui ont perturbé l'approvisionnement de certains marchés du pays.

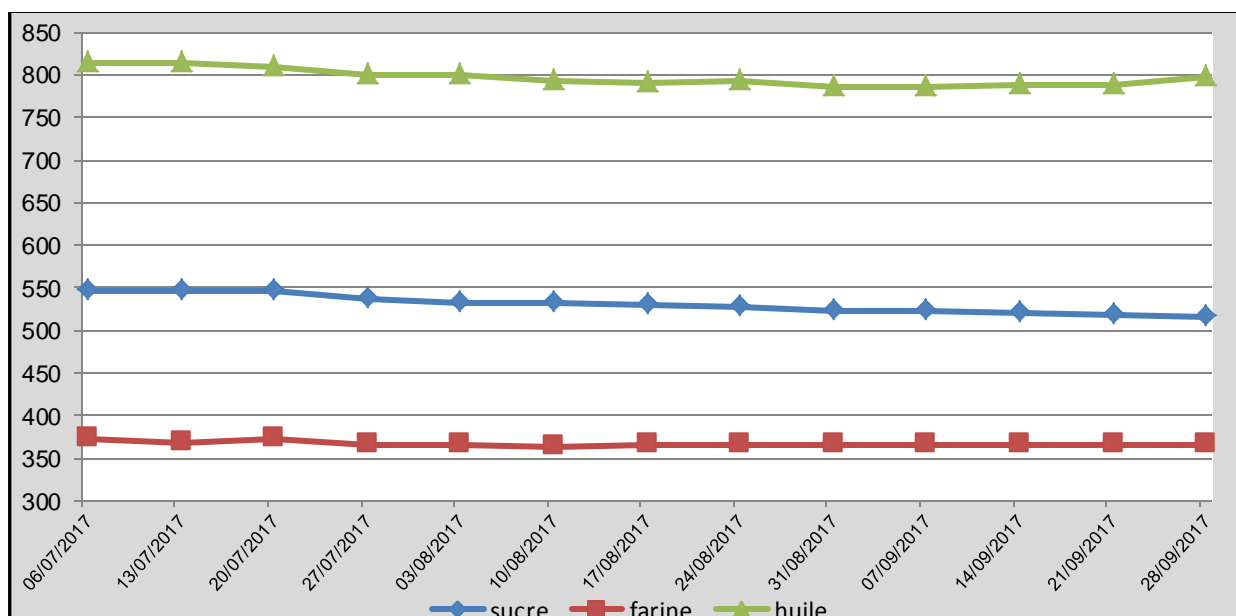
Ces facteurs ont entraîné la baisse globale de l'offre de ces céréales sur le marché national parallèlement à une demande toujours croissante venant notamment des pays voisins.

Contrairement au mil et au sorgho, le prix moyen du maïs a connu une baisse à cause principalement :

- de la hausse de l'offre occasionnée par la hausse de la production de ce produit de **24,0%** à l'issue de la campagne 2016/2017 en plus de la main levée des détenteurs de stocks de maïs à cause de la faible probabilité d'une hausse future des prix;
- de la baisse de la demande sénégalaise en raison de la diversification des sources d'approvisionnement au niveau de ce pays. En effet, les commerçants sénégalais se sont approvisionnés cette année en maïs provenant principalement de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso ;

a-2 Les prix moyens des produits de première nécessité (autres que les céréales) :

Graphique 5 : Evolution des prix moyens du sucre en poudre, de la farine de blé et de l'huile alimentaire au cours 3^{ème} trimestre 2017



On observe une tendance générale à la baisse du prix moyen du sucre. Celui de l'huile alimentaire est passé en dessous des 800 FCFA/litre à partir de la deuxième semaine du mois d'aout avant de remonter légèrement au cours du mois de septembre. Quant à la farine de blé, le prix est resté relativement stable sur la période.

Tableau 7: Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 3^{ème} trimestre 2017 par rapport au 2^{ème} trimestre 2017 et par rapport au 3^{ème} trimestre 2016

Période	3T2017	2T2017	3T2016	Ecart (FCFA)	Ecart (FCFA)	Variation (%)	Variation (%)
Produits	(1)	(2)	(3)	(1) – (2)	(1) – (3)	(1)/(2)	(1)/(3)
Sucre	532	557	501	-25	31	-4,5	6,2
Lait en poudre	2351	2336	2317	15	34	0,6	1,5
Farine de blé	367	369	363	-2	4	-0,5	1,1
Huile alimentaire (**)	796	803	739	-7	57	-0,9	7,7
Sel	143	143	144	0	-1	0,0	-0,7
Thé(*)	366	366	357	0	9	0,0	2,5
Viande avec os	2248	2109	2080	139	168	6,6	8,1
Poisson fumé	2794	2577	2892	217	-98	8,4	-3,4

Source : DGCC

unité : FCFA/kg (*) FCFA/100g (**) FCFA/litre

Dans l'ensemble, les prix moyens des autres produits de première nécessité sont restés stables par rapport au trimestre précédent à l'exception du sucre, de la viande avec os et du poisson fumé. Le prix du sucre baisse de **4,5%** ; tandis que la viande avec os et le poisson fumé ont connu une hausse respectivement de **6,6%** et **8,4%**.

La baisse du prix moyen du sucre s'explique essentiellement par les facteurs suivants :

- la baisse du cours du sucre sur le marché international. En effet, depuis février 2017 le cours international du sucre a entamé un recul pour atteindre 356,2 \$/tonne à la fin du 3^{ème} trimestre 2017, soit, une baisse de **13,0%** par rapport au trimestre précédent. Toutefois, cette baisse n'a pas infléchi les prix sur les marchés nationaux qui demeure à un niveau élevé ;

- la baisse du cours du dollar de **6,0%** en moyenne entre le 3^{ème} et le 2^{ème} trimestre 2017.

Quant à la hausse du prix moyen de la viande avec os, elle pourrait s'expliquer par l'augmentation du prix du bétail accentuée par la hausse du prix de l'aliment bétail (de 3% en moyenne) en raison de la rareté de ce produit consécutive à l'arrêt des unités industrielles locales à cause de l'insuffisance de la matière première.

S'agissant du poisson fumé, la hausse du prix moyen s'explique principalement par la baisse du volume des captures à cause des crues des cours d'eau.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, on observe une hausse des prix de la plupart des autres produits de première nécessité. La hausse du prix moyen du sucre s'explique principalement par la hausse du coût du transport à la suite de l'application intégrale, à partir du 1^{er} avril 2017, du règlement n°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA, au Ghana et en Guinée.

En ce qui concerne l'huile alimentaire, la hausse de son prix moyen provient de la hausse du prix carreau usine de l'huile alimentaire au cours du 4^{ème} trimestre 2016.

Concernant la viande avec os, la hausse du prix moyen de ce produit pourrait s'expliquer par la hausse du prix du bétail.

b- Evolution des stocks grossistes des produits de première nécessité

Tableau 8: Evolution des stocks grossistes des produits de 1^{ère} nécessité à fin septembre 2017 par rapport à juin 2017 et à fin septembre 2016

Période Produits	Septembre 2017	Juin 2017	Septembre 2016	Ecart par rapport à Juin 2017		Ecart par rapport à Septembre 2016	
				Qté	%	Qte	%
Riz	49 803	40 288	35 383	9 515	24	14 420	41
Mil	641	808	738	-167	-21	-97	-13
Maïs	368	874	727	-506	-58	-359	-49
Sorgho	276	439	839	-163	-37	-563	-67
Sucre	37 345	27 028	36 317	10 317	38	1 028	3
Lait en poudre	978	562	716	416	74	262	37
Farine de blé	1 061	789	472	272	34	589	125
Huile	1 183	1 049	999	134	13	184	18
Sel	380	266	168	114	43	212	126
Thé	719	591	377	128	22	342	91

Source : DGCC

unité : en tonne

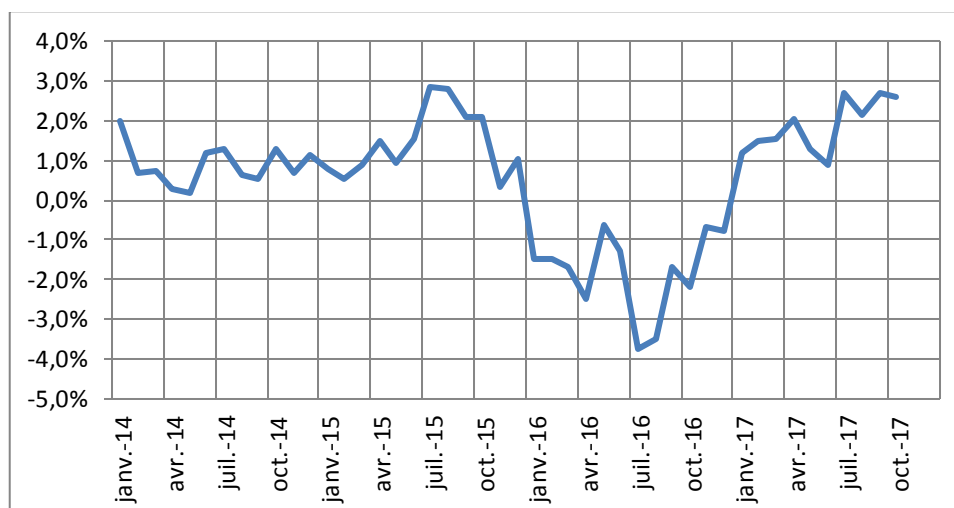
Qté = quantité en tonne

Les stocks grossistes à fin septembre 2017 sont en hausse par rapport à fin juin et par rapport à fin septembre 2016 à l'exception des céréales sèches dont les stocks sont en baisse.

La baisse des stocks grossistes du mil et du sorgho s'explique par la baisse de la production nationale de ces produits à l'issue de la campagne agricole 2016/2017 et de l'importance des exportations. Tandis que la baisse des stocks de maïs pourrait provenir de la vente de ces stocks aux commerçants détaillants en raison de la faiblesse de la demande sénégalaise et de la faible probabilité de la hausse future des prix.

2-3 Indices des prix et variations :

Graphique 6 : Glissement annuel de l'IHPC global (%) base 100 en 2008



Durant le 3^{ème} trimestre 2017, en variation mensuelle, la tendance évolutive du niveau général de l'indice des prix à la consommation est contrastée avec une hausse en juillet **(+1,2%)** et septembre **(+1,2%)** et une baisse **(-0,5%)** en août tout comme en octobre 2017 avec un repli de **0,6%**. Le recul de l'indice général s'explique essentiellement par la baisse des prix des produits alimentaires notamment les céréales non transformées du fait de l'abondance de l'offre à la faveur des nouvelles récoltes. De même, la fonction communication a contribué à tirer le niveau de l'indice vers le bas en lien avec l'octroi fréquent de bonus par les opérateurs.

En rythme annuel, la variation l'indice global demeure positive et à des niveaux oscillant entre **2,2%** et **2,7%** de juillet à octobre 2017. Ces niveaux assez élevés de l'indice général est imprimé en partie par la hausse des prix des céréales qui pourrait être les conséquences de l'arrêt précoce de la pluie. De même, les meubles et articles de ménages sont beaucoup plus chers eu égard à la demande à cette période en liaison surtout avec la rentrée scolaire.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, il affiche une hausse progressive durant le 3^{ème} trimestre 2017 jusqu'en octobre 2017 en rapport avec une baisse de l'offre de céréale du fait des récoltes plus ou moins bonnes. Son niveau est passé **+0,2%** en juillet à **+0,6%** en août, **+1,0%** en septembre et **+1,4%** en octobre 2017. Cette tendance traduit une certaine tension sur les prix des produits.

3 - La production industrielle

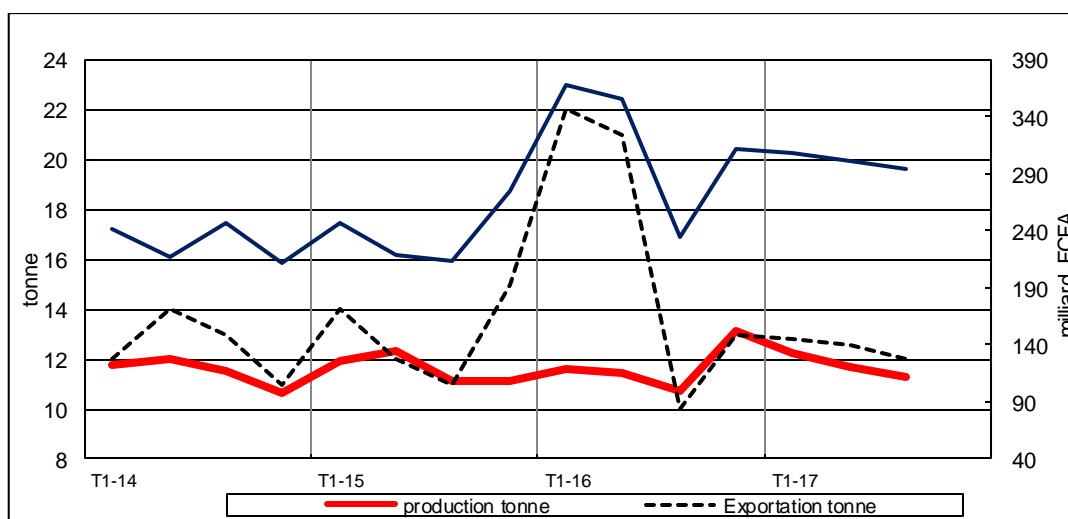
3-1- Production et exportation d'or :

Tableau 9 : Production et exportation d'or

	production	Prévision de Production	Exportation	Exportation
	tonne	tonne	milliards FCFA	tonne
T1-11	9,9	8,9	192,3	10,5
T2-11	10,1	9,8	225,5	11,0
T3-11	10,4	9,1	213,2	10,8
T4-11	11,7	10,0	264,5	11,0
T1-12	11,2	9,3	189,7	9,9
T2-12	11,6	11,0	205,7	13,8
T3-12	10,7	11,9	227,7	11,8
T4-12	12,7	12,3	251,5	13,0
T1-13	10,8	11,0	215,4	11,0
T2-13	12,0	11,6	227,1	12,0
T3-13	11,4	11,2	237,7	12,0
T4-13	12,8	11,3	254,1	13,0
T1-14	11,7	11,0	242,3	12,0
T2-14	12,0	11,1	217,8	14,0
T3-14	11,5	10,8	247,0	13,0
T4-14	10,6	12,4	212,5	10,9
T1-15	12,0	11,7	247,3	14,0
T2-15	12,3	11,8	217,9	12,0
T3-15	11,1	10,6	213,0	11,0
T4-15	11,1	11,0	275,0	15,0
T1-16	11,6	11,0	367,1	22,0
T2-16	11,4	11,0	355,0	21,0
T3-16	10,8	10,2	234,4	10,0
T4-16	13,1	11,1	312,1	13,0
T1-16	12,3	11,4	307,5	13,0
T2-16	11,6	12,8	300,7	13,0
T3-16	11,3	10,5	294,0	12,0

Sources: - Production DNGM - Exportation Douane

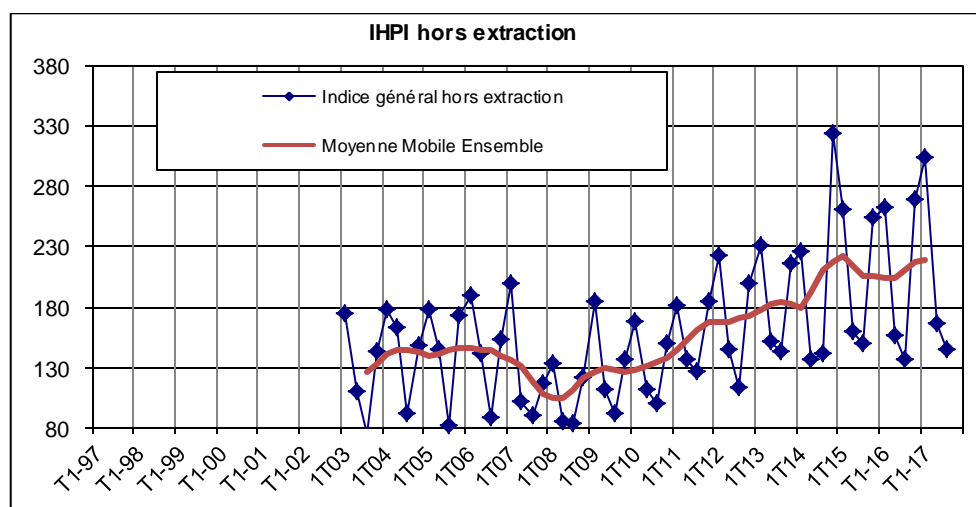
Graphique 7 : Production et exportation d'or



Au titre du 3^{ème} trimestre 2017, la production moderne d'or est de **11,3 tonnes** contre **11,6 tonnes** au cours du trimestre précédent et **10,8 tonnes** pour le 3^{ème} trimestre 2016. On relève que la production moderne d'or durant le 3^{ème} trimestre 2017 est en hausse de **4,9%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Dans le même registre, le taux de réalisation des prévisions est de **107,6%**. Mieux, en dépit du recul de **3,2%** observé comparativement au 2^{ème} trimestre 2017, la production moderne d'or sur les neuf premiers mois de 2017 dépasse de **1,4 tonne** celle de la même période en 2016. Toutefois, il faut préciser que certaines mines tendent vers la fermeture alors les nouvelles n'ont pas atteint leur niveau de pleine production.

3-2- L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI):

Graphique 8 : L'indice harmonisé de la production industrielle hors extraction



Au 3^{ème} trimestre 2017, l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive est en recul par rapport au trimestre précédent en lien principalement avec le caractère saisonnier de l'activité d'égrenage. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, le niveau général de l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive progresse du fait de la hausse de la production manufacturière.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive est en hausse de **6,1%** sous l'effet d'une bonne tenue de l'industrie manufacturière. En effet, la performance du secteur industrielle s'explique essentiellement par l'accroissement de la demande qui s'est traduite par l'augmentation de la production de l'agroalimentaire et tabac (**+11,5%**), de l'industrie métallique (**+16,5%**) et surtout de la forte hausse enregistrée par l'industrie de bois et meubles. La croissance de l'agroalimentaire et tabac est due aux nombreuses actions entreprises en vue d'améliorer la qualité des produits pour faire face à la concurrence surtout déloyale. Quant à la hausse enregistrée au niveau de l'industrie métallique, elle reflète la demande de plus en plus croissante des matériaux de construction au regard du dynamisme de la branche de

construction. Il en est de même pour l'industrie de bois et meubles en liaison avec la rentrée scolaire.

➤ **Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017**

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive a reculé, soit une baisse de **13,6%** malgré la hausse de **16,7%** de la production de la branche « fabrication de matériels électriques ». Le repli est dû essentiellement au caractère saisonnier de l'activité d'égrenage dont la production est nulle au 3^{ème} trimestre.

Cependant, l'activité industrielle sur les trois premiers trimestres de 2017 augmente de **10,9%** comparativement à la même période de l'année passée. La hausse est imprimée par l'agroalimentaire et tabac avec l'effet des entreprises à relever les défis de la qualité des produits et surtout l'activité d'égrenage avec l'augmentation de la production cotonnière et de la capacité des usines et l'industrie métallique au regard de la demande de plus en plus forte des matériaux de construction à la faveur l'expansion de la branche d'activité de construction.

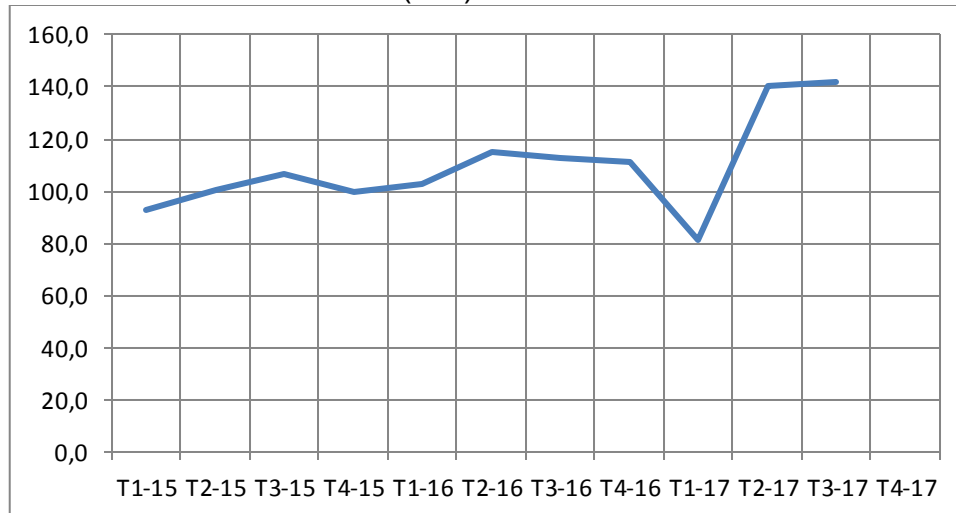
3-3-L'opinion des industriels sur leur activité :

Les résultats de l'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles au 3^{ème} trimestre 2017 (à l'exception des entreprises minières) reflètent la diminution de la production industrielle au 3^{ème} trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent. En effet, **50,0%** des répondants évoquent une diminution de leur production contre **42,9%** pour ceux qui se sont prononcés pour la stabilité. Seulement, **7,1%** ont déclaré avoir augmenté leur production sur la même période. Cette tendance est confirmée par le fait que seul **31,3%** des répondants estiment avoir utilisé plus de **75,0%** de leur capacité de production. Selon les répondants, cette sous-utilisation des capacités globales de production s'explique principalement par les raisons suivantes: l'insuffisance de la commande pour **37,5%** des répondants, l'insuffisance des matières premières pour **25,0%**, aucune raison pour **25,0%**.

En termes de perspectives de production au cours du prochain trimestre, contrairement au trimestre précédent, les répondants se sont majoritairement prononcés pour une augmentation et une stabilité de la production à hauteur de **40,0%** pour chacune des deux modalités. Cela pourrait traduire une détérioration de la confiance des chefs d'entreprises industrielles.

4- Le commerce intérieur

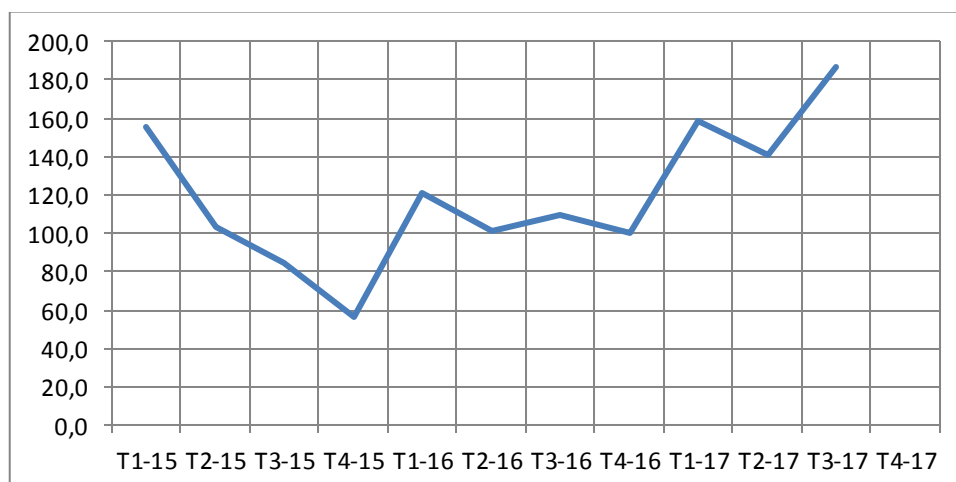
Graphique 9 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce base 100 en 2015



Les résultats de l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur d'activité du commerce intérieur laissent entrevoir une hausse de l'activité commerciale au 3^{ème} trimestre 2017. En effet, l'indice du chiffre d'affaires progresse nettement de **25,6%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2016 en rapport avec l'intensification du commerce de véhicules neufs, de tricycles et leurs pièces détachées dont les effets se sont faits sentir sur le commerce de détail de produits pétroliers. Ces branches commerciales s'affichent comme étant les plus dynamiques en 2017 d'autant qu'elles ont nettement contribué à tirer vers le haut le niveau général de l'indice du chiffre d'affaires du commerce sur les neuf premiers mois comparativement à la même période en 2016, soit une hausse de **10,0%**. Par rapport au trimestre précédent, le chiffre d'affaires du commerce augmente légèrement de **1,0%**.

5- Les bâtiment et travaux publics

Graphique 10 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) de la construction ou BTP base 100 en 2015



Le niveau de l'indice du chiffre d'affaires dans les BTP indique une bonne tenue du sous-secteur de la construction. En effet, la poursuite des grands travaux, notamment la construction et l'entretien des routes, des ponts des barrages hydro agricole sans oublier le programme des

logements sociaux et surtout la mise en œuvre du programme social d'urgence sont autant de raisons qui expliquent la bonne orientation de cette branche d'activité. Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires de la construction augmente nettement de **69,6%** au 3^{ème} trimestre 2017 par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, on note une hausse de **32,2%**, indiquant une reprise nette des travaux de construction après le repli au cours du trimestre précédent dû à l'hivernage.

6 – Le coût de la construction :

Tableau 10 : Indice du coût de la construction (ICC) base 100 en 2015

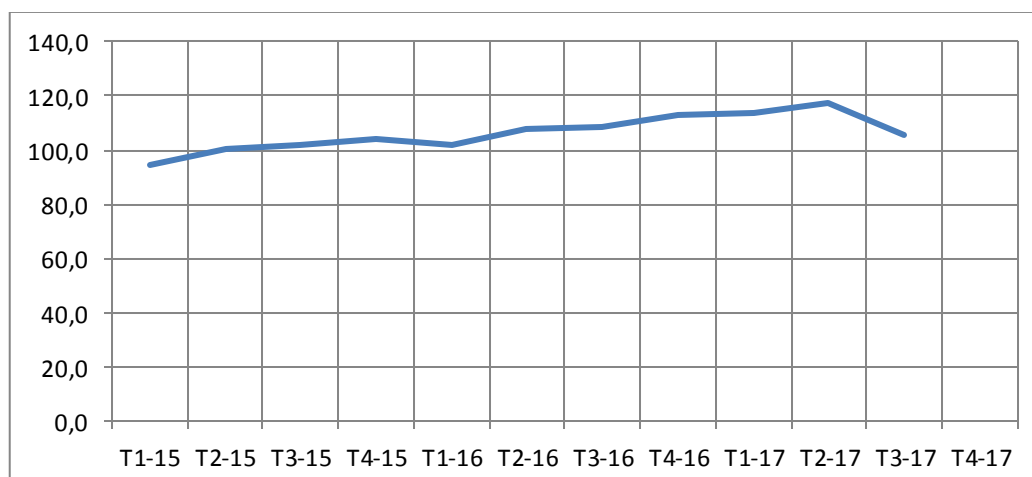
Sous-indices	Pondération	1T2017	2T2017	3T2017	Variation 2T2017 / 1T2017 en %	Variation 3T2017 / 1T2017 en %	Variation 3T2017 / 2T2017 en %
Matériaux de construction	7277,8	102,1	102,6	103,1	0,5	1,0	0,5
Coût de la main d'œuvre	2074,2	107,4	108,4	108,5	0,9	1,0	0,1
Moyens de gestion	648,0	104,4	98,6	102,9	-5,6	-1,4	4,4
Indice Coût de la construction	10 000	103,4	103,5	104,2	0,1	0,8	0,7

Source : INSTAT

Le niveau général de l'indice du coût de la construction progresse quelque peu au 3^{ème} trimestre 2017. La hausse est en partie imputable à la main d'œuvre qui revient un peu plus chère par rapport aux deux premiers trimestres de 2017. En effet, l'indice du coût de la main d'œuvre augmente de **1,0%** et de **0,1%** respectivement par rapport au 1^{er} trimestre et 2^{ème} trimestre 2017. Cette situation s'explique essentiellement par le retour des travailleurs saisonniers dans leurs villages d'origine pour les récoltes. S'agissant des prix des matériaux de construction, ils ont subi une hausse très modérée. Ce qui indique un approvisionnement correct du marché en matériaux de construction malgré le rythme soutenu de la demande. Il faut également préciser l'augmentation du niveau de l'indice des moyens de gestion sous l'effet de la hausse du prix de l'eau en liaison avec la fin de l'hivernage et l'arrêt précoce de la pluie.

7- Les services hors financiers

Graphique 11 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) des services hors financiers base 100 en 2015



L'activité de services hors finance est en décélération au cours du 3^{ème} trimestre 2017. En effet, l'indice du chiffre d'affaires des services hors finances baisse de **10,4%** et de **2,5%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Le recul est essentiellement imputable à un fléchissement des activités de télécommunications de même qu'à un repli de l'activité d'hébergement et de restauration, d'études techniques, de contrôles et surveillance. Toutefois, le sous-secteur des services hors finances demeure dynamique en 2017 au regard du niveau de l'indice chiffre d'affaires sur les neuf premiers comparativement à la même période en 2016 avec une hausse de **6,2%** imprimée en partie par la bonne cadence des branches « transport et entreposage » et « information et communication ».

8- Le commerce extérieur

8-1- Les importations :

a- Les réalisations :

Tableau 11 : Comparaisons entre les importations au 3^{ème} trimestre 2017 au 2^{ème} trimestre 2017 et au 3^{ème} trimestre 2016

PERIODES	Référence	PP	PNP	TOTAL
3 ^{ème} trimestre 2017 (1)	POIDS	429,1	1 388,4	1 817,5
	VALEURS	142,2	590,3	732,5
2 ^{ème} trimestre 2017 (2)	POIDS	366,1	1 186,7	1 552,8
	VALEURS	130,3	510,6	640,9
3 ^{ème} trimestre 2016 (3)	POIDS	345,0	1 313,4	1 658,4
	VALEURS	110,7	430,8	541,5
VARIATIONS (1/2)	POIDS	17,2%	17,0%	17,0%
	VALEURS	9,1%	15,6%	14,3%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	24,4%	5,7%	9,6%
	VALEURS	28,5%	37,0%	35,3%

Source : DGD Poids en milliers de tonnes Valeur en milliards FCFA

PP= Produits Pétroliers PNP= Produits Non Pétroliers

Au titre du 3^{ème} trimestre 2017, les importations globales progressent par rapport au trimestre précédent et par rapport au trimestre précédent que par rapport 3^{ème} trimestre 2016.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017

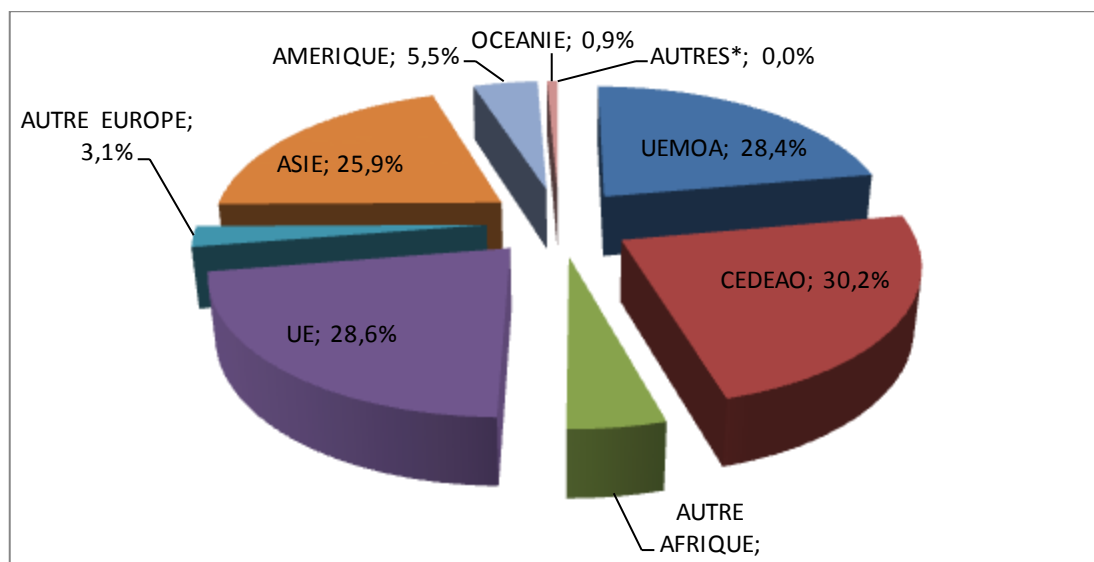
Le volume global des importations au 3^{ème} trimestre 2017 augmente de **17,0%**. En valeur, les importations progressent de **14,3%**. Toutes les deux composantes de marchandises importées ont contribué à cette augmentation. Il faut noter que l'accroissement du volume importé de produits pétroliers pourrait s'expliquer par les anticipations d'une remontée prochaine des cours mondiaux ;

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016

Les quantités totales importées de marchandises sont en hausse de **9,6%** tandis que la valeur des importations augmente de **35,3%**. La hausse de la valeur globale est induite par le niveau des prix mondiaux qui est supérieur à celui de la même période en 2016.

b- La répartition géographique des importations :

Graphique 12: Répartition par zone géographique d'origine des importations du Mali en valeur au 3^{ème} trimestre 2017



Tout comme les trimestres précédents, la zone CEDEAO, grâce aux importations UEMOA, reste la principale origine des importations au 3^{ème} trimestre 2017 avec **30,2%** des importations totales en valeur contre **33,0%**. La zone CEDEAO est suivie de l'Union Européenne pour **28,6%** et de l'Asie pour **25,9%**.

Au titre du classement des principaux pays d'origine des importations du Mali en termes de valeur au 3^{ème} trimestre 2017, la Chine est en tête avec **17,1%** contrairement au trimestre précédent. La Chine est suivie entre autres du Sénégal (**16,9%**), et de la France (**8,0%**).

Il faut préciser que les importations de produits communautaires sont encore faibles, seuls le Sénégal et la Côte d'Ivoire se classent parmi les 10 premières origines des importations au 3^{ème} trimestre 2017.

Par ailleurs, on note que les vingt principaux produits pourvoyeurs de recettes représentent **86,6%** des émissions au compte du budget d'Etat au 3^{ème} trimestre 2017 contre **87,9%** au trimestre précédent. Parmi ces produits, les quatre premiers pourvoyeurs de recettes sont dans l'ordre :

- ✓ hydrocarbures pour **35,1%**;
- ✓ Véhicules et parties et accessoires pour **7,8%**;
- ✓ Machines et appareils et engins mécaniques, pour **7,3%**
- ✓ Cigarettes, pour **5,3%**.

c- La mise à la consommation des principaux produits pétroliers :

Tableau 12 : Mises à la consommation des principaux produits pétroliers

MISES A LA CONSOMMATION PRODUITS PETROLIERS					
en millions de litres					
	VOLUMES			VARIATIONS	
	3T2017	2T2017	3T2016	3T2017/2T2017	3T2017/3T2016
Super	83,6	80,4	79,6	4,0%	5,0%
Gasoil	264,2	229,5	201,6	15,1%	31,1%
DDO	0,0	0,0	0,0	-	-
Pétrole	0,6	0,4	2,4	45,5%	-75,8%
TOTAL(1)	348,4	310,3	283,6	12,3%	22,8%
TTC(2)	199,8	215,3	194,2	-7,2%	2,9%
EXO(3)	148,6	95,0	89,4	56,4%	66,2%
(3/1)%	42,6%	30,6%	31,5%		

Source : DGD

TTC : Toutes taxes comprises

EXO : exonéré

Au 2^{ème} trimestre 2017, il a été mis à la consommation au Mali **348,4 millions de litres** de produits pétroliers contre **310,3 millions de litres** au trimestre précédent. Le volume total de produits pétroliers mis à la consommation est composé de **148,6 millions de litres** en **exonération** et **199,8 millions de litres** en **TTC** contre une répartition de **215,3 millions de litres** en **TTC** et **95,0 millions de litres** en **exonération** des droits et taxes au 2^{ème} trimestre 2017.

Le niveau apparemment élevé des exonérations provient des régularisations qui ont eu lieu au cours du trimestre.

Il ressort que, par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, les importations du 3^{ème} trimestre 2017 sont globalement en hausse de **12,3%**. Les volumes TTC sont en contraction de **7,2%** sur la période tandis que les exonérations augmentent de **56,4%**.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, les importations sont respectivement en hausse de **22,8%** pour le niveau global, de **2,9%** pour les volumes TTC et de **66,2%** pour les volumes exonérés.

d- La fiscalité pétrolière :

Tableau 13 : Structure des prix des produits pétroliers

PRELEVEMENTS MOYENS F CFA/ LITRE						
Mois	réels		Prévisions		Ecart R-Prév	
	super	gasoil	prév-super	prév-gasoil	super	gasoil
janv-16	301,16	248,93	262,19	176,96	38,97	71,97
févr-16	294,90	243,81	262,19	176,96	32,71	66,85
mars-16	300,57	240,73	262,19	176,96	38,38	63,77
avr-16	264,57	204,38	262,19	176,96	2,38	27,42
mai-16	254,57	194,38	262,19	176,96	-7,62	17,42
juin-16	224,46	163,89	262,19	176,96	-37,73	-13,07
juil-16	218,42	158,83	262,19	176,96	-43,77	-18,13
août-16	239,41	165,40	262,19	176,96	-22,78	-11,56
sept-16	259,85	188,70	262,19	176,96	-2,34	11,74
oct-16	252,92	181,13	262,19	176,96	-9,28	4,17
nov-16	253,90	180,26	262,19	176,96	-8,29	3,30
déc-16	266,63	200,68	262,19	176,96	4,44	23,72
janv-17	244,90	172,35	271,88	187,68	-26,98	-15,33
févr-17	244,90	172,35	271,88	187,68	-26,98	-15,33
mars-17	230,60	154,46	271,88	187,68	-41,28	-33,22
avr-17	249,65	166,44	271,88	187,68	-22,23	-21,24
mai-17	238,52	166,65	271,88	187,68	-33,36	-21,03
juin-17	258,84	180,97	271,88	187,68	-13,04	-6,71
juil-17	273,48	197,67	271,88	187,68	1,60	9,99
août-17	271,00	192,39	271,88	187,68	-0,88	4,71
sept-17	265,72	190,32	271,88	187,68	-6,16	2,64
oct-17	264,72	178,61	271,88	187,68	-7,16	-9,07

Source : DGD réel : réalisation prév : prévision

Contrairement au trimestre précédent, le 3^{ème} trimestre 2017 a enregistré la hausse des prix des produits pétroliers. Cette hausse s'est traduite en une contraction des prélèvements fiscaux sur ces produits, qui, combinée avec la baisse des volumes mis à la consommation en TTC a occasionné la baisse des recettes pétrolières. A la différence des deux premiers trimestres de 2017, au 3^{ème} trimestre 2017, les prélèvements fiscaux sont supérieurs à leur prévision.

8-2 Exportations :

Tableau 14: Comparaisons entre les exportations au 3^{ème} trimestre 2017 au 2^{ème} trimestre 2017 et 3^{ème} trimestre 2016

PERIODES	REFERENCE	COTON	OR	ENGRAIS	AUTRES	TOTAL
3 ^{ème} trimestre 2017 (1)	POIDS	539	12	83 625	147 791	231 967
	VALEURS	551	294 006	18 455	45 849	358 860
2 ^{ème} trimestre 2017 (2)	POIDS	704	13	42 631	139 220	182 567
	VALEURS	176	300 741	8 748	43 048	352 713
3 ^{ème} trimestre 2016 (3)	POIDS	73	10	9 415	54 163	63 660
	VALEURS	36	234 403	1 857	69 640	305 935
VARIATIONS (1/2)	POIDS	-23,4%	-3,2%	96,2%	6,2%	27,1%
	VALEURS	212,3%	-2,2%	111,0%	6,5%	1,7%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	640,7%	21,8%	788,3%	172,9%	264,4%
	VALEURS	1437,7%	25,4%	894,0%	-34,2%	17,3%

Source : DGD

Poids en tonne, valeurs en million FCFA

Les exportations globales du Mali au 3^{ème} trimestre 2017 ressortent en hausse aussi bien en valeur qu'en volume par rapport au trimestre précédent et par rapport au 3^{ème} trimestre 2016.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2017

Le volume des exportations globales progresse de **27,1%**. La hausse s'explique essentiellement par la forte augmentation des quantités exportées d'engrais du fait d'une demande pressante. En valeur, les exportations n'augmentent que **1,7%** sous l'effet du repli de la valeur d'or exporté eu égard à la baisse du volume exporté.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016

La quantité totale de marchandises exportées a fortement augmenté, soit une croissance **264,4%** due en partie à la hausse exceptionnelle du coton et de l'engrais exportés et dans une moindre mesure l'or. L'accroissement de volume des principaux produits d'exportation s'est fait ressentir sur la valeur globale des exportations avec une hausse de **17,3%**.

8-3 Le solde commercial et le taux de couverture :

Tableau 15 : Taux de couverture des importations par les exportations (réalisations)

Période/Désignation	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
Importations (M)	587,0	532,0	458,0	572,0	542,0	593,1	624,3	640,9	732,5
Exportations (X)	305,9	359,7	437,9	431,1	305,9	376,8	368,5	352,7	358,9
Solde (X-M)	-281,1	-172,3	-20,1	-140,9	-236,1	-216,3	-255,8	-288,2	-373,6
Taux de couverture (X / M) en %	52,1	67,6	95,6	75,4	56,4	63,5	59,0	55,0	49,0

Source: INSTAT - DGD

En milliard de FCFA

Le solde commercial est de **-373,6 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2017. Il s'est détérioré nettement par rapport au trimestre précédent par rapport à la même période en 2016. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **49,0%** au 3^{ème} trimestre 2017 contre **55,0%** au 2^{ème} trimestre 2017. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, le taux de couverture se dégrade davantage.

9 - Les finances publiques

Tableau 16: Budget de l'Etat (TOFE)

Budget de l'Etat										
Source : TOFE										
	Recettes hors dons (1)	Recettes fiscales	Dépenses totales (2)	Dépenses courantes (3)	dont Salaires	dont intérêts sur la dette (4)	Dépenses d'investissements (5)	dont investissements sur ressources internes (6)	Autres dépenses (7)	Dépenses PTE
	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA
T1-13	223,1	187,6	225,2	140,6	64,0	7,1	54,7	18,7	29,9	-
T2-13	255,8	211,3	273,5	203,1	69,9	4,8	49,1	53,5	21,3	-
T3-13	244,3	209,8	247,1	197,3	76,4	11,7	27,3	46,4	22,5	-
T4-13	228,1	196,0	551,0	259,7	80,4	8,9	262,7	99,3	28,7	-
T1-14	257,1	224,8	210,0	142,4	79,9	5,1	21,0	21,0	46,6	-
T2-14	310,3	242,8	384,1	224,1	65,2	10,3	118,8	41,5	41,2	-
T3-14	259,6	231,7	211,4	207,7	78,2	15,2	-27,3	38,9	31,0	-
T4-14	279,8	194,5	759,2	271,0	89,8	8,8	466,4	168,3	21,9	-
T1-15	311,9	247,5	272,3	172,1	76,9	12,7	41,5	16,4	58,7	-
T2-15	355,2	280,6	326,3	213,4	83,5	9,3	65,2	25,1	47,7	-
T3-15	253,1	246,0	390,8	249,0	97,4	10,2	147,4	58,3	-5,6	-
T4-15	352,6	307,7	610,5	301,8	100,3	18,8	275,1	148,4	33,6	-
T1-16	336,7	294,0	336,3	208,2	97,6	10,4	91,3	68,3	36,7	-
T2-16	410,0	325,7	536,7	273,8	86,6	19,3	192,6	84,1	70,3	-
T3-16	320,0	269,7	404,5	242,2	107,8	8,8	121,9	118,5	40,4	-
T4-16	592,8	354,8	835,7	284,9	105,7	17,0	334,1	469,0	216,7	-
T1-17	389,3	301,4	387,4	206,4	82,4	16,1	92,8	67,6	88,2	-
T2-17	383,5	360,2	495,8	313,1	117,4	30,8	195,6	85,3	-12,8	-
T3-17	437,2	338,3	502,7	256,2	103,7	14,3	205,4	158,8	41,1	-

Source : TOFE _ DNTCP

les données sont en flux et non en cumul

9-1 Les recettes globales :

Les recettes totales hors dons à fin septembre 2017 sont en hausse de **143,4** milliards FCFA par rapport à la même période en 2016, soit une augmentation de **13,4%**. L'augmentation des recettes hors dons est essentiellement liée à l'accroissement des recettes fiscales nettes et des recettes non fiscales sur la même période avec respectivement un excédent de **110,6 milliards FCFA** et de **42,8 milliards FCFA**. Cette performance s'explique par les efforts déployés en matière de recouvrement à travers de nombreuses actions entreprises, notamment la multiplication des vérifications et des contrôles.

Toutefois, le niveau de réalisation des prévisions des recettes totales hors dons à fin septembre 2017 est inférieur à celui à fin septembre 2016. En effet, le taux de couverture de prévision de recettes hors dons est de **99,4%** à fin septembre 2017 car chacune des composantes est en deçà de l'objectif fixé, tandis que celui à fin septembre 2016 est de **104,9%**.

9-1-1 Les recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) :

Les recettes de la DGI au titre du 3^{ème} trimestre 2017 sont inférieures aux objectifs de recettes assignés sur la même période avec un taux de réalisation de **99,0%**.

a- Evolution des recettes de la DGI :

Tableau 17 : Evolution trimestrielle des recettes par grande masse

PERIODE	IMPOTS DIRECTS		IMPOTS INDIRECTS		ENREGISTREMENT ET TIMBRE		TOTAL	
	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION
1T16	85 805	85 805	67 995	67 995	8 991	8 991	162 791	162 791
2T16	118 946	106 766	72 850	83 977	5 273	6 699	197 069	197 442
3T16	89 384	70 990	70 774	71 924	6 155	7 679	166 313	150 593
1T17	89 101	86 279	78 850	65 241	5 343	6 473	173 294	157 993
2T17	135 929	139 231	79 923	87 444	5 853	10 597	221 705	237 272
3T17	98 661	93 500	77 645	75 153	6 124	8 600	182 430	177 254

Source : DGI

unité : millions de FCFA

Les prévisions du 3^{ème} trimestre 2017 était fixé à **182,4 milliards FCFA** alors que les réalisations se sont chiffrées à **177,3 milliards FCFA**. On constate donc un GAP de l'ordre de **5,2 milliards FCFA** imputable à la contreperformance des impôts directs et indirects.

De même, par rapport au 2^{ème} trimestre 2017, les recettes réalisées au titre du 3^{ème} trimestre 2017 baissent de **60,0 milliards FCFA**, soit un recul de **25,3%**. Le repli du niveau des recettes s'explique par leur caractère saisonnier.

En revanche, les réalisations du 3^{ème} trimestre 2017 dépassent de **26,7 milliards FCFA** celles de la même période en 2016. Cette performance est imputable aux efforts de contrôle, de vérification et de recouvrement de la DGI. Ainsi, par grandes masses, les recettes du 3^{ème} trimestre ont fluctué de la manière suivante :

- les impôts directs passent de **71,0 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2016 à **93,5 milliards FCFA** à la même période en 2017, soit une hausse de **31,7%** ;
- les impôts indirects sont passés de **71,9 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2016 à **75,2 milliards FCFA** à la même période de 2017 ; soit une augmentation de **4,5%** ;
- quant aux droits d'enregistrements et de timbre, ils sont passés de **7,7 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2016 à **8,6 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2017, soit une hausse de **12,0%**.

b- Les recettes annuelles de la DGI :

En définitive, Au 30 septembre 2017, la DGI a globalement recouvré un montant de **572,5 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **790,9 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **72,4%** contre **73,2%** prévu pour la période.

Le tableau ci-dessous donne la situation des réalisations cumulées au 30 septembre de 2010 à 2017. Il y apparaît que les réalisations cumulées au 30 septembre de la période [2010-2016] représentent en moyenne **71,7%** de l'objectif annuel. Le taux le plus élevé étant observé en 2014 avec **76,7%** et le plus bas en 2013 avec **64,5%**.

Le taux de réalisation à fin septembre 2017 de **72,4%** est supérieur au taux moyen de la période de 2010 à 2016. On peut alors estimer que l'espoir est permis pour l'objectif annuel de 2017.

Tableau 18 : Prévisions annuelles et réalisations au 30 septembre des recettes de 2010 à 2017

Année	Prévisions annuelles	Réalisations annuelles	Taux de réalisation
2010	370 000	268 914	72,68%
2011	426 417	319 120	74,84%
2012	470 104	330 704	70,35%
2013	521 300	336 366	64,52%
2014	558 400	428 457	76,73%
2015	630 000	455 953	72,37%
2016	720 000	506 266	70,31%
2017	790 940	575 934	72,38%

Source : DGI

unité : million FCFA

9-1-2 Les recettes de la Direction Nationale du Domaine et des Cadastres (DNDC) :

Tableau 19 : Evolution des recettes trimestrielles de la DNDC

trimestres	En millions de FCFA	
	Prévisions	réalisations
T1 - 16	12 025	11 199
T2 - 16	46 741	33 728
T3 - 16	15 250	14 698
T4 - 16	15 184	20 422
T1 - 17	13 839	10 764
T2 - 17	40 093	31 721
T3 - 17	75 264	62 880

Source : DNDC

Il faut rappeler que les objectifs de recettes assignés à la DNDC dans la Loi de finances rectificatives au titre de l'année 2017 sont fixés à **177,8 milliards FCFA**.

Les recettes recouvrées par la DNDC au cours du 3^{ème} trimestre 2017 se chiffrent à **62,9 milliards FCFA** pour une prévision de **75,3 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation des prévisions de **83,5%** et un gap de **12,4 milliards FCFA**. En revanche, par rapport au trimestre précédent les réalisations au 3^{ème} trimestre 2017 augmentent fortement de **98,2%**. De même, par rapport au 3^{ème} trimestre 2016, on note une hausse exceptionnelle de **327,8%** des recettes réalisées au 3^{ème} trimestre 2017.

Par rapport aux recettes cumulées à fin septembre 2016, les recettes réalisées à fin septembre 2017 ont nettement progressé de **45,7 milliards FCFA**, soit un rebond de **76,7%**. La performance résulte :

- du bon niveau de recouvrement des dividendes sociétés minières avec un dépassement de **0,2 milliards FCFA** comparativement à la même période de 2016 ;
- du niveau exceptionnel de recouvrement de recettes ordinaires de l'ordre de **59,9 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **89,0%** par rapport à la prévision de **67,6 milliards FCFA** du TOFE ;
- du niveau plus ou moins acceptable de recouvrement de la taxe ad valorem. Il faut signaler qu'à la date du 30 septembre 2017 la DNDC attendait **1,6 milliards FCFA** de compensation TAV dans le circuit de paiement.

En revanche, il y a lieu de signaler la contre-performance constatée au cours de la période due au faible niveau de recouvrement des dividendes des autres sociétés avec un GAP d'environ 12,0 milliards FCFA qui tire le taux de réalisation de la DNDC vers le bas. Par société, la situation du GAP se présente comme suit :

- sur un objectif annuel de 27,0 milliards FCFA, la SOTELMA-MALITEL n'a payé que **17,1 milliards FCFA**, soit un reliquat de **9,9 milliards FCFA** ;
- Aucun paiement de dividende de SUKALA S.A sur un objectif de **0,7 milliards FCFA** ;
- Aucun paiement de dividende du PMU-MALI pour une prévision annuelle de **2,0 milliards FCFA** ;
- pour une prévision annuelle de **0,5 milliards FCFA** de dividende de la **BMS**, aucun paiement n'a été effectué.

En termes de perspectives, notamment au 4^{ème} trimestre 2017, il est attendu :

- **3,0 milliards FCFA** en recettes ordinaires avec une moyenne mensuelle de recouvrement de **1,0 milliards FCFA** ;
- **6,0 milliards FCFA** en taxe ad valorem, soit avec une moyenne de recouvrement mensuelle de **2,0 milliards FCFA** ;
- un paiement de dividende attendu de la part de GOUNKOTO à hauteur de **2,7 milliards FCFA** ;
- un reliquat de **33,5 milliards FCFA** de Orange-Mali pour le renouvellement de la licence 3G et l'acquisition de 4G ;
- un paiement de dividende de la SONATAM.

9-1-3 Les recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) :

Au 30 septembre 2017, les recettes réalisées au cordon douanier se sont chiffrées à **426,2 milliards FCFA** pour une prévision de **432,6 milliards FCFA**, soit un GAP de **6,4 milliards FCFA** et un taux de réalisation des prévisions de **98,5%**. Le GAP est imputable aux recettes sur les produits pétroliers particulièrement la TIPP qui est l'instrument de régulation de la structure des prix des produits pétroliers. La TIPP s'est contractée suite à l'ascension affichée par le cours du pétrole.

Ainsi, pour les produits pétroliers, sur une prévision de recettes de **151,6 milliards FCFA** au titre des neuf premiers de 2017, il a été réalisé **136,2 milliards FCFA**, soit un GAP négatif de **15,4 milliards de FCFA** et une couverture de **89,8%** des prévisions.

La contreperformance des recettes pétrolières est la résultante d'une conjoncture moins favorable. En effet, si les prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers ont atteint même momentanément un niveau satisfaisant, ils se situent globalement en dessous du niveau prévisionnel, notamment au cours du troisième trimestre. En cette période hivernale, l'ascension du cours du pétrole fut couplée de la contraction des volumes TTC, ce qui a impacté de manière négative les recettes de la Douane.

Par contre, les recettes sur les produits non pétroliers à la date du 30 septembre 2017, sont évaluées à **290,0 milliards FCFA** pour des prévisions de **281,0 milliards FCFA**, soit un excédent de **9,0 milliards FCFA** et une couverture des prévisions de **103,2%**.

Les efforts managériaux dans le sens de l'amélioration de la prise en charge des marchandises dans les structures douanières se sont traduits par un accroissement substantiel des recettes sur l'importation de ces marchandises solides. Ainsi, de **30,2 milliards FCFA** en janvier 2017, les recettes sur les marchandises solides plafonnent à **35,8 milliards FCFA**, atteint en septembre 2017.

En termes de perspectives, il ressort que pour atteindre les objectifs de recettes au titre de l'année 2017, contenus dans le programme avec le FMI, la Direction Générale des Douanes doit réaliser en moyenne au 4^{ème} trimestre, la somme de **52,9 milliards FCFA** par mois, ce qui reste à sa portée compte tenu des résultats atteints en mars, juin et septembre 2017.

En vue de réaliser les objectifs assignés au 31 décembre 2017, la Direction Générale compte maintenir si non renforcer le rythme atteint au 1^{er} semestre en matière de recouvrement. Ainsi, elle a arrêté un certain nombre de mesures pour booster ses recettes dans les mois à venir.

9-2 Les dépenses globales :

Au 30 septembre 2017, le niveau de dépenses totales et prêts nets est de **1385,9 milliards FCFA** pour une prévision de **1580,3 milliards FCFA**, soit un taux de d'exécution de **87,7%**. Ce niveau de réalisation des prévisions est dû entre autres aux effets combinés de la non-exécution de la totalité des dépenses courantes et des dépenses d'investissement prévues. En effet, le taux de réalisation des dépenses courantes est de **89,3%** alors que celui des dépenses d'investissement est de **77,4%**. De même, à la même période en 2016, le taux d'exécution des dépenses totales prévues est de **91,5%** avec **89,9%** pour les dépenses courantes et **78,6%** pour les dépenses d'investissement. Une comparaison sur les deux années indique des niveaux quelque proches. Cette situation pourrait être liée une saisonnalité des dépenses

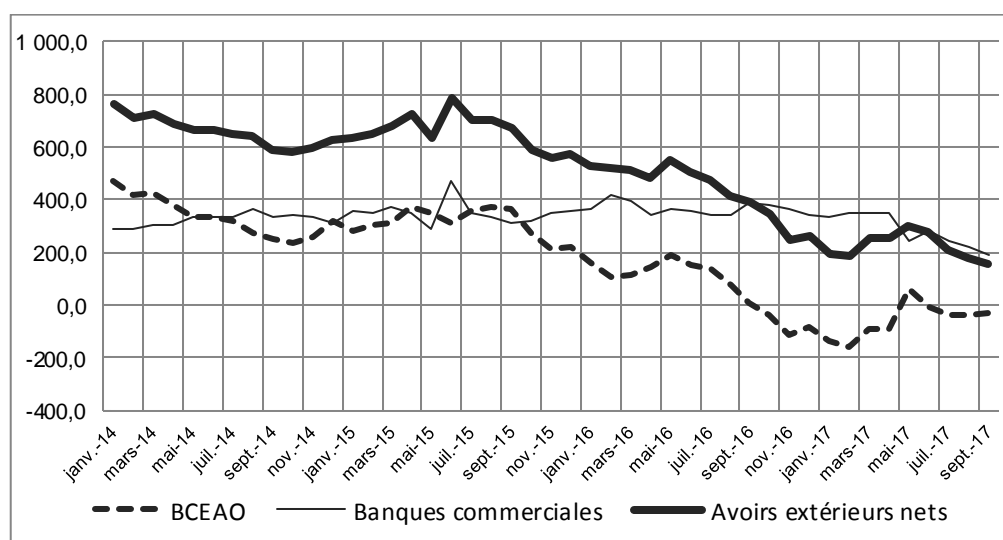
d'autant plus qu'elles s'accélèrent à la fin de l'année eu égard à la prudence observée dans l'exécution des dépenses sur les neuf premiers mois de l'année.

En ce qui concerne le service de la dette dû après allègement et payé, il est de **135,7 milliards FCFA** à fin septembre 2017 contre **74,0 milliards FCFA** à fin septembre 2016. Il en résulte une augmentation de **61,8 milliards FCFA** du service de la dette payé après allègement due en partie à une hausse sensible du niveau du service de la dette intérieure payée. Cela dénote de l'effort déployé pour éviter une accumulation de la dette en vue de donner un nouveau souffle aux activités économiques.

10– La situation monétaire

10-1 La situation monétaire :

Graphique 13 : Evolution des avoirs extérieurs nets (en milliards FCFA)



a- La masse monétaire :

A fin septembre 2017, la masse monétaire progresse de **93,2 milliards FCFA**, soit une augmentation de **4,2%** par rapport à son niveau à fin juin 2016. La hausse est due à la circulation fiduciaire qui augmente de **8,9%** et aux dépôts transférables avec un accroissement de **6,6%**. Par rapport à son niveau à fin juin 2017, le niveau de la masse monétaire recule de **98,3 milliards FCFA**, soit une baisse de **4,0%** induite par le repli de toutes les composantes.

b- Les contreparties de la masse monétaire :

- Au 30 septembre 2017, le niveau global des actifs extérieurs nets recule par rapport à son niveau de la même période en 2016 avec un repli de **235,7 milliards FCFA**. La composante BCEAO baisse de **32,3 milliards FCFA** alors que la composante des banques primaires chute de **203,4 milliards FCFA**. Par rapport à fin juin 2017, on note une contraction des AEN moins forte, soit une baisse de **115,6 milliards FCFA** répartie entre la composante banque centrale pour **21,1 milliards FCFA** et la composante des banques commerciales pour **94,4 milliards**

FCFA. Le repli des AEN s'explique par la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement et du non rapatriement effectif des recettes d'exportation. Néanmoins, il faut préciser que le niveau global des AEN s'améliore peu à peu en lien avec l'accélération du rythme de rapatriement des recettes d'exportation grâce aux actions de suivi entreprises depuis un certain temps;

- l'encours des créances intérieures s'est établi à **2542,9 milliards FCFA** à fin septembre 2017 contre **2174,8 milliards FCFA** à fin septembre 2016, soit une progression de **368,1 milliards FCFA**. La hausse du niveau des créances intérieures est due à l'augmentation des créances sur l'économie sur la même période de même que celle des créances nettes sur l'Etat. Par rapport à fin juin 2017, le niveau des créances intérieures augmente de **54,2 milliards FCFA** ;

- S'agissant du niveau des créances nettes sur l'administration centrale à fin septembre 2017, il dépasse de **182,9 milliards FCFA** et de **28,9 milliards FCFA** respectivement son niveau de la même période en 2016 et celui à fin juin 2017. Cette situation peut être attribuée à l'accroissement des concours des banques en faveur de l'État et à une diminution des dépôts publics auprès des banques ;

- Quant à l'encours des créances sur l'économie, il affiche une progression de **185,2 milliards FCFA** et **25,3 milliards FCFA** respectivement par rapport à fin septembre 2016 et par rapport à fin juin 2017. Cette évolution fait suite aux crédits octroyés en faveur d'entreprises intervenant dans plusieurs secteurs de l'économie au cours de la période sous revue.

Conclusions et perspectives

Le développement récent de l'économie mondiale a permis d'entrevoir de bonnes perspectives pour 2017 et 2018 eu égard au raffermissement de l'activité économique malgré quelques risques qui demeurent. Ainsi, les prévisions de taux de croissance mondiale ont été revues à la hausse avec **3,6%** en 2017 et **3,7%** en 2018 selon le FMI.

Au Mali, l'activité économique maintient la bonne cadence même si elle demeure exposée à une remontée des prix au regard d'une campagne agricole 2017/2018 jugée moyenne. Ainsi, un certain nombre de constats sur les neuf premiers de 2017 sont assez révélateurs :

- la production moderne d'or sur les neuf premiers mois de 2017 dépasse légèrement celle de la même période en 2016 ;
- l'indice de la production industrielle hors extractive sur les neuf premiers mois de 2017 est en hausse de **10,9%** par rapport à la même période en 2016 ;
- l'indice du chiffre d'affaires du commerce à fin septembre 2017 est supérieur de **10,0%** à celui à fin septembre 2016 ;
- l'indice du chiffre d'affaires de la construction (BTP) à fin septembre 2017 est en hausse de **46,2** par rapport à fin septembre 2016 ;
- l'indice du chiffre d'affaires des services hors finances au cours des neuf premiers mois de 2017 augmente de **6,1%** par rapport aux neuf premiers mois de 2016.

Cette bonne orientation de l'économie devrait se poursuivre au regard de :

- la poursuite des investissements dans le sous-secteur agricole et les infrastructures dans différents domaines ;
- la recherche des meilleures stratégies pour l'amélioration du climat des affaires ;
- la baisse continue des cours mondiaux de certains produits alimentaires, notamment des céréales. Ce qui contribuera à diminuer le niveau de l'inflation.

Toutefois, un certain nombre de faits risque d'atténuer la bonne tenue de l'activité économique.

Il s'agit entre autres :

- les résultats de l'enquête d'opinion en termes de perspective de production indiquent une détérioration de la confiance des chefs d'entreprises industrielles car **40,0%** des répondants évoquent une stabilité de leur production au prochain trimestre du fait du faible niveau des commandes accentué par les difficultés d'approvisionnement des régions du nord à cause de l'insécurité ;
- le risque de tensions sur le prix notamment céréales en rapport avec les difficultés d'approvisionnement de certains marchés en céréales et la demande de plus en plus forte des pays voisins ;
- la hausse du cours du pétrole qui pourrait impacter négativement les recettes fiscales pétrolières ;

- le repli du cours du coton à la faveur de l'augmentation de la production mondiale attendue ;
- la normalisation des politiques monétaires en Europe et aux Etats-Unis qui n'est pas favorable à une remonté du cours de l'or

En définitive, il ressort que l'activité économique s'améliore au prix d'une aggravation du déficit du solde commercial. De même, le solde budgétaire demeure déficitaire même s'il faut reconnaître les efforts déployés pour relever le niveau des recettes fiscales ainsi que la rationalisation des dépenses.

Annexes

IHPI Manufacture (hors egrenage, extraction, électricité, eau et gaz) base 100 = 2001														
Périodes	Fabricat. produits alim	Fabricat. produits à base de tabac	Fabrication de textiles et cuir	Fabricat.article habi, teint fourrure	Fabrication papier carton	Edition, imprim. et reproduct.	Fabricat. produits chimiq	Fabricat. produits en caoutc	Fabri.verre, poté, matériaux const	Métallurgie, fonderie	Fabrication d'ouvrages en métaux	Fabrication matériels électriques	Fabrication de meubles	Ensemble
Pondération	5032,0	659,5	498,3	58,4	26,9	19,6	695,5	231,5	7,7	1345,0	220,3	1129,3	76,1	10000
T1-14	69,4	1230,5	114,0	136,1	9,8	146,1	172,4	130,9		128,3	65,7	61,8	467,4	167,1
T2-14	76,6	1010,9	72,7	116,7	4,3	143,9	274,0	144,5		155,0	27,7	58,6	9,4	160,4
T3-14	67,9	1163,3	50,1	80,0	3,9	143,9	304,4	161,5		162,0	34,2	174,9	4,4	181,4
T4-14	179,5	1744,3	86,9	21,9	6,0	155,1	268,9	201,8		125,3	36,9	164,2	484,1	273,4
T1-15	37,5	1199,6	100,1	53,0	16,4	117,7	274,9	153,6		167,7	49,2	159,1	236,0	169,6
T2-15	78,0	1327,9	109,3	84,3	4,2	146,1	182,2	171,0		170,1	40,6	188,6	79,0	195,4
T3-15	68,3	1394,9	53,8	123,3	9,3	143,9	211,9	160,7		150,1	57,5	191,3	239,6	193,4
T4-15	171,7	1185,9	83,7	94,2	6,1	150,6	237,5	224,5		125,9	40,1	213,7	120,4	234,2
T1-16	80,1	1193,7	115,0	100,0	6,7	143,9	185,7	170,5		166,6	48,0	170,5	170,2	186,5
T2-16	54,8	1237,1	97,0	105,8	7,3	143,9	236,9	109,9		155,0	48,4	185,0	233,8	178,5
T3-16	39,8	1159,8	50,1	58,3	6,1	143,9	240,2	107,8		130,3	50,3	178,2	11,4	157,7
T4-16	138,0	1197,9	82,9	98,3	2,9	143,9	260,6	145,7		143,0	44,8	113,3	6,2	208,0
T1-17	125,3	1174,6	131,7	45,0	2,9	143,9	213,5	139,3		169,0	45,2	141,9	9,5	205,5
T2-17	84,2	1100,6	77,5	66,7	3,7	143,9	327,8	82,7		193,1	38,4	127,2	163,9	186,7
T3-17	57,2	1195,4	39,0	25,0	4,6	143,9	198,6	51,9		155,3	40,3	148,5	59,9	164,0

IHPI hors extraction, base 100 = 2001

Périodes	Egrenage de coton	Fabrication alim	Fabrication tabac	Fabrication textile	Fabrication Habit teint-fourrure	Fabrication papier carton	Editions-imprim-reprod	Fabrication produits chimiq	Fabrication produits caoutchouc	Fabrication verre-poté-mat const	Métallurgie-fondérie	Fabrication d'ouvrages en métaux	Fabrication matériels électriques	Fabrication de meubles	électricité - gaz	Captage, traitement et distribution d'eau	ENSEMBLE
Pondé.	3261	2505	328	248	29	13	10	346	115	4	670	110	562	38	1414	347	10000
T1-14	294,2	69,4	1230,5	114,0	136,1	9,8	146,1	172,4	130,9		128,3	65,7	61,8	467,4	279,7	189,2	225,2
T2-14	2,9	76,6	1010,9	72,7	116,7	4,3	143,9	274,0	144,5		155,0	27,7	58,6	9,4	342,3	199,4	136,1
T3-14	0,0	67,9	1163,3	50,1	80,0	3,9	143,9	304,4	161,5		162,0	34,2	174,9	4,4	309,7	190,9	140,7
T4-14	419,0	179,5	1744,3	86,9	21,9	10,5	155,1	268,9	201,8		125,3	36,9	164,2	484,1	311,3	197,9	323,6
T1-15	383,0	37,5	1199,6	100,1	53,0	16,4	117,7	274,9	153,6		167,7	49,2	159,1	236,0	307,1	196,5	259,6
T2-15	2,4	78,0	1327,9	109,3	84,3	4,2	146,1	182,2	171,0		170,1	40,6	188,6	79,0	390,4	204,1	160,3
T3-15	0,0	68,3	1394,9	53,8	123,3	9,3	143,9	211,9	160,7		150,1	57,5	191,3	239,6	332,1	187,6	149,8
T4-15	259,7	171,7	1185,9	83,7	94,2	6,1	150,6	237,5	224,5		125,9	40,1	213,7	120,4	325,5	193,9	254,0
T1-16	350,8	80,1	1193,7	115,0	100,0	6,7	143,9	185,7	170,5		166,6	48,0	170,5	170,2	340,8	198,9	262,3
T2-16	0,0	54,8	1237,1	97,0	105,8	7,3	143,9	236,9	109,9		155,0	48,4	185,0	233,8	426,1	207,8	156,3
T3-16	0,0	39,8	1159,8	50,1	58,3	6,1	143,9	240,2	107,8		130,3	54,6	178,2	11,4	358,6	192,4	135,9
T4-16	320,4	138,0	1197,9	82,9	98,3	2,9	143,9	260,6	145,7		143,0	55,9	113,3	6,2	373,7	202,6	268,0
T1-17	427,4	125,3	1174,6	131,7	45,0	2,9	143,9	213,5	139,3		169,0	46,2	141,9	9,5	390,6	205,0	304,0
T2-17	2,4	84,2	1100,6	77,5	66,7	3,7	143,9	327,8	82,7		193,1	40,0	127,2	163,9	464,3	217,9	166,9
T3-17	0,0	57,2	1195,4	39,0	25,0	4,6	143,9	198,6	51,9		155,3	42,0	148,5	59,9	393,0	202,3	144,3

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE Base 100 en 2015

Libellé divisions	Pondérations dans l'ensemble	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	Indice moyen du T1-16, T2-16 et T3-16	Indice moyen annuel 2016
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	336,5	94,6	130,5	119,1	203,4	114,7	136,9
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2 733,4	121,5	113,8	115,0	96,6	116,7	111,7
Commerce de détail	6 930,1	95,6	115,0	111,8	112,2	107,5	108,6
Ensemble	10 000,0	102,7	115,2	112,9	111,0	110,2	110,4

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE Base 100 en 2015

Libellé divisions	Pondérations dans l'ensemble	T1-17	T2-17	T3-17	Indice moyen du T1-17, T2-17 et T3-17
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	336,5	310,0	378,0	145,5	277,9
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2 733,4	59,5	48,7	92,9	67,0
Commerce de détail	6 930,1	79,3	164,9	160,9	135,0
Ensemble	10 000,0	81,6	140,3	141,8	121,3

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DANS LA CONSTRUCTION (ou BTP) Base 100 en 2015

Libellé divisions	Pondérations dans l'ensemble	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	Indice moyen du T1-16, T2-16 et T3-16	Indice moyen annuel 2016
Construction de bâtiments	1 311,2	52,7	79,6	42,0	110,1	58,1	71,1
Génie civil	6 247,6	137,8	82,9	102,5	78,4	107,7	100,4
Activités spécialisées de construction	2 441,2	116,1	160,9	165,1	149,6	147,4	147,9
Ensemble	10 000,0	121,4	101,5	109,9	99,9	110,9	108,2

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DANS LA CONSTRUCTION (ou BTP) Base 100 en 2015

Libellé divisions	Pondérations dans l'ensemble	T1-17	T2-17	T3-17	Indice moyen du T1-17, T2-17 et T3-17
Construction de bâtiments	1 311,2	10,5	200,6	9,8	73,6
Génie civil	6 247,6	130,4	122,4	214,6	155,8
Activités spécialisées de construction	2 441,2	311,7	156,5	208,7	225,6
Ensemble	10 000,0	159,0	141,0	186,3	162,1

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES HORS FINANCES Base 100 en 2015

Libellé divisions	Pondérations dans l'ensemble	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	Indice moyen du T1-16, T2-16 et T3-16	Indice moyen annuel 2016
Transport et entreposage	211,9	79,3	98,6	117,5	142,8	98,5	109,6
Hebergement et restauration	100,3	96,2	54,9	55,6	23,0	68,9	57,4
Inforamation et communication	9 343,2	104,1	108,6	107,8	110,7	106,8	107,8
Activités immobilières	9,4	50,6	81,7	120,9	144,4	84,4	99,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	319,2	42,8	106,9	130,7	183,7	93,5	116,0
Activités services de soutien et de bureau	16,0	95,9	99,2	106,4	98,4	100,5	100,0
Ensemble	10 000,0	101,5	107,7	108,2	112,9	105,8	108,2

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES HORS FINANCES Base 100 en 2015

Libellé divisions	Pondérations dans l'ensemble	T1-17	T2-17	T3-17	Indice moyen du T1-17, T2-17 et T3-17
Transport et entreposage	211,9	98,8	101,5	106,9	102,4
Hebergement et restauration	100,3	65,7	42,6	23,9	44,1
Inforamation et communication	9 343,2	116,3	119,2	107,1	114,2
Activités immobilières	9,4	84,6	92,5	10,6	62,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	319,2	68,0	109,8	48,2	75,4
Activités sercices de soutien et de bureau	16,0	133,7	130,9	806,9	357,2
Ensemble	10 000,0	113,8	117,7	105,5	112,3